



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article7552>

Administrer le néolibéralisme : leçons du Brésil

- Journal des Alternatives - Publications - Articles et analyses - Articles de l'extérieur -



Date de mise en ligne : mardi 29 octobre 2013

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

La gestion du néolibéralisme par des régimes de centre gauche est un exercice incommode. La rhétorique gouvernementale s'obstine à peindre en rose le cadre d'un progrès social dans un contexte de développement économique. Mais la logique du modèle néolibéral finit par annuler les succès qui peuvent être engrangés. Le néolibéralisme n'est pas fait pour promouvoir le développement social.

Le mythe du « miracle économique » du Brésil a fait fureur ces dernières années. Son taux de croissance du PIB a dépassé la moyenne de l'Amérique latine et le développement des exportations lui a permis de maintenir une balance commerciale positive significative. En outre, l'augmentation des dépenses sociales lui a permis de réduire la pauvreté et de diminuer la faim. Qui dit mieux ?

Les manifestations dans les villes brésiliennes sont le produit de nombreux facteurs. De la mauvaise qualité des services publics et du ras-le-bol de la corruption jusqu'à la répression appliquée par les corps de sécurité. Le mouvement était également animé par la désillusion vis-à-vis d'une classe politique dont la seule ambition est de s'approprier les charges publiques afin d'en vivre confortablement. Pour le moment, le mécontentement n'a pas d'autres perspectives que la protestation. Mais cette conjoncture oblige à examiner de plus près la structure et le développement de l'économie brésilienne dirigée par le PT (Parti des Travailleurs, NdT).

Quelle croissance ?

Pour commencer, il faut démolir le mythe de la croissance économique du Brésil. Entre 1999 et 2011, la croissance moyenne annuelle a été de 3% ; en rien spectaculaire et certainement très en deçà des besoins en termes de création d'emplois du géant sud-américain. Ces dernières années, l'économie brésilienne a donné des signes d'essoufflement en alternant des années de croissance rapide (7% en 2010) et d'autres avec des taux très faibles (moins de 0,2% en 2003 et 2009).

La croissance de l'économie brésilienne au cours de ces dernières années a été stimulée par le boom mondial des matières premières. La demande provenant de Chine et de l'Inde, ainsi que l'impact de la spéculation financière sur les marchés à terme de certains de ces produits, ont été les moteurs de ce processus. Cela a permis au Brésil de maintenir une forte position dans le secteur de l'exportation.

Cependant, on sait fort bien que se reposer sur un secteur primaire exportateur n'équivaut pas à créer le moteur de croissance qu'un bon processus de développement nécessite. Par contre, le secteur des exportations stimulé par un modèle d'agro-business qui renforce la concentration des terres et l'endettement des familles paysannes entraîne également un coût écologique extraordinaire. Le meilleur exemple est celui du soja transgénique qui a provoqué un désastre dans les campagnes brésiliennes, avec l'expulsion à grande échelle de la petite exploitation paysanne et le déplacement de l'élevage de bétail vers la zone de l'Amazonie.

Les bases du secteur de l'exportation ne sont pas solides. Plus ou moins 55% des exportations proviennent du secteur primaire, avec un énorme coût social et environnemental. La volatilité des prix de ces produits de base est bien connue et c'est pour cette raison qu'en 2012 le Brésil a connu sa pire balance commerciale en dix ans. L'industrie brésilienne a eu une mauvaise année en 2012 et il subsiste des signes de fragilité dans le secteur manufacturier.

Le taux chômage officiel au Brésil est de 6% (2011). Pour les standards des pays européens plongés dans la crise, cela peut sembler modeste. Mais il faut manipuler cette donnée avec prudence. Entre 2000 et 2007, 51% de l'emploi

total au Brésil s'est concentré dans le secteur informel. Comme dans toute l'Amérique latine, le secteur informel est un grand « pourvoyeur d'emplois » et le masque parfait du principal problème économique du capitalisme.

Assistancialisme, salaires et fiscalité

Les deux gouvernements de Lula ont cherché à concilier les lignes directrices du néolibéralisme avec des objectifs de justice sociale. Pour ne pas bouleverser les équilibres de la macroéconomie néolibérale, on a opté pour la voie de l'assistancialisme. Mais si on parle beaucoup de ces politiques de type assistancialiste, comme le programme « Bolsa Familia », ce qui a eu le plus d'impact dans le combat contre la pauvreté fut sans doute la croissance des salaires. Sous les gouvernements du PT, les salaires ont commencé à repartir à la hausse et à récupérer quelque peu de ce qui avait été perdu dans la décennie précédente.

Le coefficient Gini, l'indicateur le plus utilisé sur les inégalités, est passé de 599 à 539 entre 1995 et 2009. Pour un laps de temps de 14 ans, ce n'est pas spectaculaire, mais n'en reste pas moins un acquis important. Mais comme développé ci dessous, la politique fiscale est très peu progressive et contribue à expliquer l'évolution lente de la lutte contre l'inégalité. L'augmentation des salaires n'a donc pas été suffisamment forte et elle risque aujourd'hui de s'inverser.

La politique fiscale applique purement et simplement le modèle néolibéral et son objectif principal est de générer un solde primaire positif (c'est-à-dire la différence entre les revenus et les dépenses nettes hors charges financières). Un solde primaire positif est une somme qui pourrait être investie dans les secteurs de la santé, de l'éducation et du transport, mais il est au contraire destiné à couvrir les charges financières de la dette. L'année dernière, il a dépassé les 53 milliards de dollars, un montant équivalent à 2,3% du PIB, mais inférieur à l'objectif fixé de 3% du PIB. Le Brésil a ainsi maintenu un des niveaux les plus élevés de solde primaire positif dans le monde. Pour obtenir les ressources nécessaires on a élevé la pression fiscale jusqu'à atteindre 36,2% du PIB en 2012. C'est un niveau qui correspond à celui d'un pays ayant de bons services publics alors qu'au Brésil, c'est la mauvaise qualité en matière de santé, d'éducation et de transport qui prédomine.

D'un autre côté, la structure de l'impôt sur le revenu n'est pas progressive et une bonne partie de la charge fiscale est supportée par les travailleurs aux faibles revenus. En outre, le poids de la TVA dans la perception totale des recettes est démesuré : 48% de la totalité des recettes provient de cet impôt régressif qui grève avec le même taux les riches et les pauvres. Les recettes de la TVA représentent plus ou moins 12% du PIB au Brésil : un scandale.

Un modèle en crise

La grande question est de savoir si les acquis du schéma brésilien sont durables et permettraient de continuer à s'améliorer. La réponse est très probablement non. Le modèle néolibéral ne peut conduire à un développement économique et social. Il n'est tout simplement pas conçu pour cet objectif.

Les économies capitalistes sont intrinsèquement instables. Mais, en outre, le modèle néolibéral d'ouverture financière et commerciale distorsionne profondément le rôle des variables clés de toute économie capitaliste, en commençant par le taux d'intérêt et le type de change. Ces distorsions constituent un énorme obstacle pour l'investissement productif et la croissance. Il n'est pas possible d'adoucir les dégâts provoqués par ces distorsions dans la société avec une politique sociale qui laisse intacte les piliers du néolibéralisme.

Ce qui est en train d'échouer au Brésil c'est, une fois de plus, le néolibéralisme.

Source : article combinant deux chroniques d'Alejandro Nadal publiées dans « La Jornada » (Mexique)(

http://www.jornada.unam.mx/archivo_opinion/index.php/autor/front/46/37422

http://www.jornada.unam.mx/archivo_opinion/index.php/autor/front/46/37500

Traduction française pour Avanti4.be : Ataulfo Riera